

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1992.
Brussel, 30 juni 1992.

Mevr. M. SMET

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1992.
Bruxelles, le 30 juin 1992.

Mme M. SMET

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

F. 92 — 1824

18 MAI 1992. — Décret portant approbation de la convention n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, adoptée le 20 juin 1983, à Genève, par la Conférence internationale du travail lors de sa 69e session (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La convention n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, adoptée le 20 juin 1983, à Genève, par la Conférence internationale du Travail lors de sa 69e session, sortira son plein et entier effet, pour autant qu'elle concerne des matières qui sont du ressort de la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 18 mai 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
M. DE GALAN

(1) *Session 1990-1991*

Document du Conseil. — N° 219, n° 1 : Projet de décret.

Session extraordinaire de 1992

Documents du Conseil. — N° 31, n° 1 : Document de renvoi; n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 30 avril 1992.

Convention n° 159

Convention concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées (1)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du travail,
Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du travail, et s'y étant réunie le
1er juin 1983, en sa soixante-neuvième session;

Notant les normes internationales existantes énoncées dans la recommandation sur l'adaptation et la
réadaptation professionnelles des invalides, 1955, et dans la recommandation sur la mise en valeur des ressources
humaines, 1975;

Notant que depuis l'adoption de la recommandation sur l'adaptation et la réadaptation professionnelles des
invalides, 1955, la manière d'envisager les besoins de réadaptation, le domaine d'intervention et l'organisation des
services de réadaptation, ainsi que la législation et la pratique de nombreux membres concernant les questions
couvertes par ladite recommandation ont évolué de manière significative;

Considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 1981 Année internationale des
personnes handicapées, avec pour thème « pleine participation et égalité » et qu'un programme d'action mondial
concernant les personnes handicapées, de large portée, doit mettre sur pied des mesures efficaces, aux niveaux
international et national, en vue de la réalisation des objectifs de « pleine participation » des personnes
handicapées à la vie sociale et au développement et d'« égalité »;

Considérant que, par suite de cette évolution, il est approprié d'adopter de nouvelles normes internationales
en la matière, qui tiennent compte en particulier de la nécessité d'assurer l'égalité de chances et de traitement à
toutes les catégories de personnes handicapées, dans les zones rurales aussi bien qu'urbaines, afin qu'elles
puissent exercer un emploi et s'insérer dans la collectivité;

Après avoir décidé d'adopter certaines propositions concernant la réadaptation professionnelle qui constitue
la quatrième question à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendront la forme d'une convention internationale,
adopte, ce vingtième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-trois, la convention ci-après, qui sera dénommée
Convention sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983.

PARTIE I. — Définitions et champ d'application

Article 1er. 1. Aux fins de la présente convention, l'expression « personne handicapée » désigne toute
personne dont les perspectives de trouver et de conserver un emploi convenable ainsi que de progresser
professionnellement sont sensiblement réduites à la suite d'un handicap physique ou mental dûment reconnu.

2. Aux fins de la présente convention, tout membre devra considérer que le but de la réadaptation professionnelle est de permettre aux personnes handicapées d'obtenir et de conserver un emploi convenable, de progresser professionnellement et, partant, de faciliter leur insertion ou leur réinsertion dans la société.

3. Tout membre devra appliquer les dispositions de la présente convention par des mesures appropriées aux conditions nationales et conformes à la pratique nationale.

4. Les dispositions de la présente convention s'appliquent à toutes les catégories de personnes handicapées.

PARTIE II

Principes des politiques de réadaptation professionnelle et d'emploi pour les personnes handicapées

Art. 2. Tout membre devra, conformément aux conditions et à la pratique nationales et en fonction de ses possibilités, formuler, mettre en œuvre et revoir périodiquement une politique nationale concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.

Art. 3. Ladite politique devra avoir pour but de garantir que des mesures de réadaptation professionnelle appropriées soient accessibles à toutes les catégories de personnes handicapées et de promouvoir les possibilités d'emploi des personnes handicapées sur le marché libre du travail.

Art. 4. Ladite politique devra être fondée sur le principe d'égalité de chances entre les travailleurs handicapés et les travailleurs en général. L'égalité de chances et de traitement entre les travailleurs handicapés et les travailleuses handicapées devra être respectée. Des mesures positives spéciales visant à garantir l'égalité effective de chances et de traitement entre les travailleurs handicapés et les autres travailleurs ne devront pas être considérées comme étant discriminatoires à l'égard de ces derniers.

Art. 5. Les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs doivent être consultées sur la mise en œuvre de ladite politique, y compris les mesures qui doivent être prises pour promouvoir la coopération et la coordination entre les institutions publiques et privées qui s'occupent de la réadaptation professionnelle. Les organisations représentatives qui sont composées de personnes handicapées ou qui s'occupent de ces personnes devront être également consultées.

PARTIE III. — Mesures à prendre au niveau national

pour le développement des services de réadaptation professionnelle et d'emploi pour les personnes handicapées

Art. 6. Tout membre devra, par voie de législation nationale, ou par toute autre méthode conforme à la pratique et aux conditions nationales, prendre toute mesure qui peut être nécessaire pour donner effet aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente convention.

Art. 7. Les autorités compétentes devront prendre des mesures en vue de fournir et d'évaluer des services d'orientation professionnelle, de formation professionnelle, de placement, d'emploi, et autres services connexes destinés à permettre aux personnes handicapées d'obtenir et de conserver un emploi et de progresser professionnellement; les services existants pour les travailleurs en général devront, dans tous les cas où cela est possible et approprié, être utilisés avec les adaptations nécessaires.

Art. 8. Des mesures devront être prises pour promouvoir la création et le développement de services de réadaptation professionnelle et d'emploi pour personnes handicapées dans les zones rurales et les collectivités isolées.

Art. 9. Tout membre devra s'efforcer de garantir que soient formés et mis à la disposition des intéressés des conseillers en matière de réadaptation ainsi que d'autre personnel qualifié approprié chargés de l'orientation professionnelle, de la formation professionnelle, du placement et de l'emploi des personnes handicapées.

PARTIE IV. — Disposition finales

Art. 10-17 : dispositions finales types.

VERTALING

N. 92 — 1824

18 MEI 1992. — Decreet tot goedkeuring van het verdrag nr. 159 betreffende de beroepsrevalidatie en werkgelegenheid van gehandicapten, aangenomen op 20 juni 1983 te Genève door de Internationale Arbeidsconferentie in haar negenenzestigste zitting (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het verdrag 159 betreffende de beroepsrevalidatie en werkgelegenheid van gehandicapten, aangenomen op 20 juni 1983, te Genève, door de Internationale Arbeidsconferentie in haar negenenzestigste zitting, zal volkomen gevolg hebben, voor zover dat het betrekking heeft op materïes die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 mei 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,
B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
M. DE GALAN

(1) Zitting 1990-1992

Bescheiden van de Raad. — Nr. 219, nr. 1 : Ontwerp van Decreet.

Buitengewone zitting 1992

Bescheiden van de Raad. — Nr. 1 : Bescheid van verwijzing; nr. 2 : Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming : zitting van 30 april 1992.

Verdrag betreffende de beroepsrevalidatie en werkgelegenheid van gehandicapten

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie;
Door de Raad van Beheer van het Internationale Arbeidsbureau bijeengeroepen te Genève, en aldaar bijeengekomen op 1 juni 1983, in haar negenenzestigste zitting;

Gelet op de bestaande internationale normen vervat in de aanbeveling betreffende de beroepsrevalidatie van gehandicapten 1955, en de aanbeveling betreffende de ontwikkeling van menselijke hulpbronnen, 1975, en

Gelet op de belangrijke ontwikkelingen, die zich na de aanvaarding van de aanbeveling betreffende de beroepsrevalidatie van gehandicapten, 1955, hebben voorgedaan in de onderneming van de behoefte aan revalidatie, het werkterrein en de organisatie van de met revalidatie belaste diensten, en in de wetgeving en de praktijk van vele leden met betrekking tot de problemen waarmede de aanbeveling zich bezighoudt, en

Overwegende, dat het jaar 1981 door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties is uitgeroepen tot het Internationale Jaar van de Gehandicapten, onder het motto « volledige deelname en gelijkheid » en dat een uitgebreid wereldactieprogramma met betrekking tot gehandicapten dient te voorzien in doeltreffende maatregelen op internationaal en nationaal niveau ter verwezenlijking van de doelstellingen van « volledige deelname » van gehandicapten aan het maatschappelijke leven en aan de ontwikkelingen en van « gelijkheid », en

Overwegende, dat het ten gevolge van deze ontwikkelingen past, ter zake nieuwe internationale normen aan te nemen die in het bijzonder rekening houden met de behoefte voor alle categorieën gehandicapten, op het platteland zowel als in stedelijke gebieden, gelijk kansen en gelijke behandeling te verzekeren met betrekking tot werkgelegenheid en integratie in de gemeenschap, en

Besloten hebbende tot het aannemen van bepaalde voorstellen betreffende beroepsrevalidatie, welk onderwerp als vierde punt op de agenda van de zitting voorkomt,

Vastgesteld hebbende, dat deze voorstellen de vorm zullen aannemen van een internationaal verdrag; neemt heden, de twintigste juni van het jaar negentienhonderd drieëntachtig, het volgende verdrag aan, dat kan worden aangehaald als Verdrag betreffende beroepsrevalidatie en werkgelegenheid van gehandicapten, 1983.

DEEL I. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

Artikel 1. 1. Voor de toepassing van dit verdrag wordt onder « gehandicapte » verstaan een persoon wiens vooruitzichten op het verkrijgen en het behouden van passend werk, alsmede op bevordering daarin, in belangrijke mate worden beperkt ten gevolge van een op behoorlijke wijze geconstateerde beperking van zijn lichamelijke of geestelijke vermogens.

2. Voor de toepassing van dit verdrag dient ieder lid te bedenken, dat het doel van beroepsrevalidatie is gehandicapten in staat te stellen passend werk te verkrijgen en te behouden en daarin vooruit te komen en daardoor de integratie of herintegratie van betrokkenen in de maatschappij te bevorderen.

3. De bepalingen van dit verdrag dienen door elk lid te worden toegepast door middel van aan de nationale omstandigheden aangepaste maatregelen die verenigbaar zijn met de nationale praktijk.

4. De bepalingen van dit verdrag zijn van toepassing op alle categorieën gehandicapten.

DEEL II

Beginnelsen voor het beleid betreffende beroepsrevalidatie en werkgelegenheid voor gehandicapten

Art. 2. Elk lid dient, in overeenstemming met de nationale omstandigheden, praktijk en mogelijkheden, een nationaal beleid met betrekking tot beroepsrevalidatie en werkgelegenheid van gehandicapten op te stellen, uit te voeren en periodiek te herzien.

Art. 3. Bedoeld beleid dient erop gericht te zijn te verzekeren dat passende maatregelen inzake beroepsrevalidatie ten behoeve van alle categorieën gehandicapten worden getroffen en dat mogelijkheden op het gebied van werkgelegenheid voor gehandicapten op de vrije arbeidsmarkt worden bevorderd.

Art. 4. Bedoeld beleid dient te zijn gebaseerd op het beginsel van gelijke kansen voor gehandicapte werknemers en werknemers in het algemeen. Gelijke kansen en gelijke behandeling voor gehandicapte mannelijke en vrouwelijke werknemers dienen in acht te worden genomen. Bijzondere positieve maatregelen, die erop gericht zijn de gelijke kansen en gelijke behandeling van gehandicapten ten opzichte van andere werknemers te garanderen dienen niet als discriminerend ten opzichte van deze laatsten te worden beschouwd.

Art. 5. De representatieve organisaties van werkgevers en werknemers dienen te worden geraadpleegd bij de uitvoering van bedoeld beleid, waaronder de maatregelen die genomen moeten worden ter bevordering van samenwerking en coördinatie tussen overheids- en particuliere instellingen die zich bezig houden met beroepsrevalidatie. De representatieve organisaties van en voor gehandicapten dienen eveneens te worden geraadpleegd.

DEEL III. — *Op nationaal niveau te nemen maatregelen ter ontwikkeling van voorziening voor beroepsrevalidatie en werkgelegenheid voor gehandicapten*

Art. 6. Elk lid dient door nationale wetgeving of op enige andere wijze die verenigbaar is met de nationale omstandigheden en de praktijk, die maatregelen te treffen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de artikelen 2, 3, 4 en 5 van dit verdrag.

Art. 7. De bevoegde autoriteiten dienen maatregelen te nemen met het oog op de beschikbaarstelling en evaluatie van voorzieningen voor beroepskeuze, beroepsopleiding, plaatsing, werkgelegenheid en andere daarmede verband houdende voorzieningen ten einde gehandicapten in staat te stellen werk te krijgen, te behouden en daarin vooruit te komen; bestaande voorzieningen voor werknemers in het algemeen dienen voor zover mogelijk en geëigend, te worden aangewend met de noodzakelijke aanpassingen.

Art. 8. Er dienen maatregelen te worden genomen om de totstandkoming en ontwikkeling van voorzieningen voor beroepsrevalidatie en werkgelegenheid voor gehandicapten op het platteland en afgelegen gemeenschappen te bevorderen.

Art. 9. Elk lid dient er naartoe te streven de opleiding en de beschikbaarheid van de revalidatie-adviseurs en ander voldoende gekwalificeerd personeel belast met beroepskeuze, beroepsopleiding, plaatsing en werkgelegenheid van gehandicapten, te waarborgen.

DEEL IV. — *Slotbepalingen*

Art. 10-17 : type-slotbepalingen.